CNFPT
Publié au Recueil des actes administratifs
le 22 JUIN 2012

MINISTERIO DE POLITICA TERRITORIAL Y ADMINISTRACION PUBLICA

INAP
INSTITUTO NACIONAL DE ADMINISTRACIÓN PUBLICA

PREFECTURE DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
PREFECTURE DE PARIS
15 JUIN 2012
Bureau du contrôle de légalité et du contentieux

CONVENTION DE PARTENARIAT

entre

L'INSTITUT NATIONAL D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE MADRID - ESPAGNE
ET
LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE - FRANCE

Entre

L'INSTITUT NATIONAL D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (Instituto Nacional de Administracion Publica), désigné ci-après par le sigle « INAP»,
Atocha 106, 28012 Madrid, Espagne,
Représenté par Monsieur Manuel ARENILLA SAÉZ, Directeur, nommé par décision du 10 mars 2012 du Secrétariat d'Etat à la Fonction Publique (B.O.E. n° 291 du 2 décembre 2010) et autorisé pour cet accord par la disposition additionnelle n° 30 de la loi 30/92 du 26 novembre sur le régime juridique des administrations publiques et les procédures administratives communes conformément à la rédaction indiquée par la loi 4/1999 du 13 janvier et en accord avec les dispositions de l'article 6.2.f du décret royal 464/2011 du 1er avril relatif au statut de l'INAP ;

d'une part

Et

LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE désigné ci-après par le sigle « CNFPT »,
80, rue de Reuilly, CS 41232 – 75578 Paris, France
Représenté par Monsieur François DELUGA, président du CNFPT
d'autre part,

Ci-après conjointement dénommées les « Parties »

Il est exposé ce qui suit :

Préambule :

L'**INAP** est un établissement public dépendant du ministère de la politique territoriale et de l'administration publique. Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret royal du 1er avril 2011 approuvant les nouveaux statuts de cet institut, il a comme attribution la formation et le perfectionnement des employés publics des entités faisant partie de l'administration locale, ainsi que la coopération avec les écoles et instituts de formation européens destinés aux employés publics. L'article 11.2 du décret précité, prévoit que la convention constitue un instrument possible pour la réalisation conjointe des activités de l'institut.

Le **CNFPT** est un établissement public unique, paritaire et déconcentré, au service des collectivités territoriales et de leurs agents en France. Il est chargé de la formation et de la professionnalisation des personnels des collectivités territoriales, de l'organisation de certains concours et examens de la fonction publique territoriale. Il agit par le biais de son réseau de 29 délégations régionales et de 4 Instituts nationaux spécialisés d'études territoriales répartis sur l'ensemble du territoire, et dispose d'un institut national des études territoriales (INET) situé à Strasbourg, chargé de la formation des cadres supérieurs des collectivités territoriales.

Le partenariat entre le CNFPT et l'INAP vise à permettre aux deux parties la mise en commun de leurs ressources pédagogiques et de leurs connaissances respectives des collectivités territoriales et de la gestion publique locale, de les valoriser et de les mettre à la disposition de ces collectivités territoriales et de leurs cadres supérieurs.

En conséquence de quoi, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de parvenir à réaliser en commun des actions de formation de toutes natures, adaptées à la demande des collectivités françaises et espagnoles et à leurs cadres supérieurs.
Elle vise également à mettre en commun l'expérience et le savoir-faire des deux parties, par des échanges entre les structures pédagogiques des deux établissements, et par l'organisation en commun d'événements autour de la pédagogie et de la formation des cadres supérieurs des administrations territoriales.
Par ailleurs, elle vise à promouvoir la mobilité des cadres des collectivités des deux pays de l'un vers l'autre.

ARTICLE 2 : Axes de collaboration

Les Parties s'entendent pour développer la collaboration entre les deux institutions pour promouvoir la formation et les échanges d'expériences dans leurs domaines d'activité.

Les Parties s'entendent pour développer des collaborations relatives à la formation des cadres des collectivités territoriales françaises et espagnoles, et des échanges d'élèves et de hauts fonctionnaires territoriaux.

Les axes principaux de ce partenariat porteront sur :

- la formation des cadres supérieurs à la gestion locale (méthodes et contenus) ;
- les échanges réciproques entre les deux pays de fonctionnaires territoriaux, soit pendant leur formation initiale de début de carrière, soit pendant des actions de formation tout au long de la vie ; un accent particulier sera mis dans ces deux

premiers types d'actions sur les financements européens et leur gestion par les collectivités territoriales des deux pays (échanges d'expériences et de bonnes pratiques) ;

- La comparaison des expériences (établissement de modèles de référence) entre collectivités territoriales françaises et espagnoles sur tous les sujets d'intérêt local.

ARTICLE 3 : Pilotage et suivi de la convention

Un comité de pilotage est constitué entre l'INAP et le CNFPT. Il est composé du président du CNFPT ou de son (ou ses) représentant(s), et de représentants de l'INAP.

Le comité de pilotage s'assure du suivi général de la convention et a pour missions :

- d'effectuer le **bilan annuel** des actions menées conjointement ;
- d'établir le **programme d'actions communes** et d'examiner les **propositions budgétaires** pour sa mise en œuvre ; un premier programme d'actions conjointes sera établi en commun dès la signature de la présente convention et s'appliquera pour l'année 2012 ;
- de dresser les **perspectives d'évolution du partenariat** commun, en suggérant le cas échéant le développement de nouvelles opérations conjointes ;
- de proposer si nécessaire les **modifications** à apporter par voie d'avenant à la présente convention.

Le comité se réunit chaque fois que les Parties l'estiment nécessaire et, au minimum une fois par an, alternativement aux sièges de l'INAP à Madrid et du CNFPT à Paris. Le premier comité de pilotage se déroulera en 2012 au siège de l'INAP à Madrid.

ARTICLE 4 : Modalités financières

Les deux parties conviennent que dans le cas d'actions organisées en commun, chaque partie prend en charge les frais liés à la participation à l'action des ressortissants de son pays (hébergement, restauration et, le cas échéant, déplacements, conformément aux modalités qui lui sont applicables en la matière). Les frais communs (locations de salles, repas, interprétariat, etc.) sont pris en charge par la partie accueillant l'action (l'INAP en Espagne, le CNFPT en France).

ARTICLE 5 : Communication

Chacune des parties s'engage à informer au préalable l'autre partie de la mise en œuvre de toute action de communication liée aux domaines d'actions conduites en commun dans le cadre de la présente convention de partenariat.
Les parties s'engagent à définir, pour les actions qui le nécessitent, les modalités de diffusion des travaux réalisés en commun et à faire apparaître sur tout support de diffusion les logos de chacune d'elles, dans des formats similaires.

ARTICLE 6 : Durée de la convention

La présente convention de partenariat prend effet à compter de sa date de signature. Elle est conclue pour une durée de trois ans et renouvelable une fois expressément pour une durée identique. Elle peut-être modifiée par voie d'avenant d'un commun accord entre les parties.

ARTICLE 7 : Résiliation

La présente convention de partenariat peut-être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des Parties, moyennant un préavis de douze (12) mois signifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 : Litiges

Lors de l'exécution de la présente convention, les litiges ou différends qui pourraient surgir seront réglés à l'amiable par accord entre les Parties. Le défaut d'accord conduira à la résiliation de la convention.

La présente convention est établie en deux langues - française et espagnole -, les deux versions faisant foi. Elle comporte quatre (4) pages.

Fait en 4 exemplaires originaux,

A Paris, le 02 MAI 2012

A Madrid, le 29 MAI 2012

Le président du CNFPT

François DELUGA

Le directeur général de l'INAP

Manuel ARENILLA SAÉZ

ACUERDO DE COOPERACIÓN

entre

EL INSTITUTO NACIONAL DE ADMINISTRACIÓN PÚBLICA DE MADRID - ESPAÑA
Y
LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE (CENTRO NACIONAL DE LA FUNCIÓN PÚBLICA TERRITORIAL) – FRANCIA

PARA LA REALIZACIÓN CONJUNTA DE ACCIONES DE FORMACIÓN

Entre los abajo firmantes:

EL INSTITUTO NACIONAL DE ADMINISTRACIÓN PÚBLICA, denominado en lo sucesivo con las siglas «INAP»,
Ubicado en Atocha 106, 28012 Madrid, España,
Representado por don Manuel Arenilla Sáez, Director, nombrado por Acuerdo de 10 de marzo de 2012, del Secretario de Estado de Administraciones Públicas y facultado para este acto por la disposición adicional decimotercera de la Ley 30/1992, de 26 de noviembre, de Régimen Jurídico de las Administraciones Públicas y el Procedimiento Administrativo Común, según la redacción dada por la Ley 4/1999, de 13 de enero, y de acuerdo con lo establecido en el artículo 6.2.f) del Real Decreto 464/2011, de 1 de abril, por el que se aprueba el Estatuto del INAP,
por una parte,

y

LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE, denominado en lo sucesivo con las siglas «CNFPT»,
ubicado en 80, rue de Reuilly, CS 41232, 75578 Paris, Francia,
Representado par don François DELUGA, elegido Presidente del CNFPT
por otra parte,

en adelante denominados de forma conjunta las «Partes»

Se expone lo siguiente:

Preámbulo:

El **INAP** es un organismo público adscrito al Ministerio de Política Territorial y Administración Pública, que entre sus funciones, conforme a lo dispuesto en el art. 3 del Real Decreto 464/2011, de 1 de abril, por el que se aprueba el nuevo Estatuto de este Instituto, incluye la formación y perfeccionamiento de los empleados públicos de las entidades integrantes de la Administración Local, así como la cooperación con las escuelas e institutos europeos de formación de empleados públicos. En tal sentido el artículo 11.2 de la precitada norma establece la figura del convenio como instrumento para la realización conjunta de las actividades del Instituto.

El **CNFPT** es un organismo público único, paritario y desconcentrado, al servicio de las entidades locales y de sus agentes en Francia. Se encarga de la formación y de la profesionalización de los empleados de las colectividades territoriales, y de la organización de algunos concursos y exámenes de la función pública territorial. Actúa a través de su red de 29 delegaciones regionales y de 4 institutos nacionales especializados en los estudios territoriales, y cuenta con un instituto nacional de estudios territoriales (INET) localizado en Strasbourg que se encarga de la formación de los directivos de las entidades locales.

El objetivo de la cooperación entre el CNFPT y el INAP consiste en permitir a ambas partes poner en común sus recursos pedagógicos y sus conocimientos respectivos sobre las entidades locales y sobre la gestión pública local, y ponerlos a disposición de estas entidades locales y de sus directivos.

Por consiguiente, se acuerda lo que sigue:

CLÁUSULA 1: Objeto de la cooperación

El objeto de esta cooperación es conseguir llevar a cabo de forma conjunta acciones de formación de cualquier índole, adaptadas a la demanda de las entidades locales francesas y españolas y de sus directivos.
La cooperación pretende asimismo poner en común la experiencia y el conocimiento de ambas partes a través de intercambios de experiencias entre las estructuras pedagógicas de ambos organismos, y mediante la organización conjunta de actividades en torno a la pedagogía y a la formación de los directivos de las entidades locales.
Por otro lado, la cooperación pretende promover el intercambio de los directivos de las entidades locales de ambos países.

CLÁUSULA 2: Ejes de la cooperación

Las partes se comprometen a fomentar la colaboración entre ambas instituciones para promover la formación y el intercambio de experiencias en su ámbito de actuación.
Las Partes se asocian para desarrollar colaboraciones en materia de formación de los directivos de las entidades locales francesas y españolas, e intercambios de formación de alumnos y directivos locales. Los principales ejes de esta cooperación girarán en torno a:

- La formación de los altos directivos en la gestión local (métodos y contenidos);
- Los intercambios entre ambos países de funcionarios locales durante acciones de formación durante la formación inicial al principio de carrera y a lo largo de su vida profesional. Se pondrá especial atención a las cuestiones que afectan a

la financiación europea y su gestión por las entidades locales de ambos países (intercambios de experiencias y de buenas prácticas);
- El establecimiento de modelos de referencias de entidades locales francesas y españolas en todos los asuntos de interés local.

CLÁUSULA 3: Comisión de seguimiento

Se constituirá una comisión de seguimiento entre el INAP y el CNFPT. Estará compuesto por el presidente del CNFPT o persona en quien delegue, y por el Director del INAP o persona en quien delegue, y por el mismo numero de representantes designados por cada una de las instituciones.

La comisión de seguimiento garantizará el cumplimiento general del acuerdo y sus misiones serán:

- realizar el **balance anual** de las acciones llevadas a cabo de forma conjunta;
- elaborar el **programa de acciones comunes** y analizar las **propuestas presupuestarias** para ponerlas en marcha. Se definirá de forma conjunta un primer programa de acciones comunes a partir de la firma del presente acuerdo y se ejecutará en el año 2012;
- definir las **perspectivas de evolución de la cooperación** común, proponiendo si procede el desarrollo de nuevas acciones conjuntas;
- proponer en caso necesario las **modificaciones** necesarias a través de cláusulas adicionales al presente acuerdo.

La comisión se reunirá siempre que las partes lo consideren necesario y como mínimo una vez al año, de forma alternativa en las sedes del INAP en Madrid y del CNFPT en París. La primera comisión de seguimiento se reunirá en 2012 en la sede del INAP en Madrid.

CLÁUSULA 4: Financiación

Ambas partes acuerdan que, en el caso de acciones organizadas en común, cada parte financiará los gastos derivados de la participación en la acción de los empleados públicos de su país. Los gastos comunes (alquileres de salas, comidas, interpretación, etc.) serán financiados por la parte que acoja la acción (el INAP en España, el CNFPT en Francia).

CLÁUSULA 5: Comunicación

Cada una de las partes se compromete a informar con antelación a la otra parte sobre la puesta en marcha de cualquier acción de comunicación vinculada a los ámbitos de acciones llevadas a cabo en común en el marco del presente acuerdo de cooperación. Las partes se comprometen a definir, para las acciones que lo requieran, las modalidades de difusión de los trabajos realizados en común y a hacer que aparezcan en todos los soportes de difusión los logotipos de cada una de ellas, en formatos similares.

CLÁUSULA 6: Duración del convenio

La vigencia del presente convenio de cooperación empieza el día de su firma. Se firma por un periodo de tres años y podrá renovarse de forma expresa por el mismo periodo. Se podrá modificar mediante cláusula adicional de común acuerdo entre las partes.

CLÁUSULA 7: Rescisión

El presente acuerdo de cooperación podrá rescindirse en cualquier momento, por una u otra parte, mediante un preaviso de doce (12) meses notificado por carta certificada con acuse de recibo.

CLÁUSULA 8.- Interpretación

En la ejecución del presente convenio, las dudas y lagunas que puedan suscitarse, se resolverán de forma amistosa, por acuerdo de las partes. La falta de acuerdo será causa de rescisión del convenio.

El presente convenio se redacta en dos idiomas – francés y español – ambas versiones dan fe. Abarca cuatro (4) páginas.

Hecho en 4 ejemplares originales,

En París, a 02 MAI 2012

En Madrid, a 29 MAI 2012

El Presidente del CNFPT

François DELUGA

El Director del INAP

Manuel ARENILLA SAÉZ